Le 01-02-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF



Le 2 février 2018

Dans un communiqué commun du 29 janvier, 27 organisations, dont Les Amis de la Terre, Attac, la CGT, se prononcent « *Pour une démocratisation de la politique européenne de commerce et d'investissement* » (voir liens ci-dessous). Sous une apparence immédiate qui peut apparaître sympathique, c'est en réalité un coup de poignard dans le dos donné à tous ceux qui luttent véritablement contre le traité de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne (CETA). La publication de ce texte est d'autant plus affligeante que le CETA sera soumis à la ratification des parlementaires français en 2018. Si le non l'emporte le CETA sera caduc.

Pourtant, au lieu de s'engager dans une campagne auprès des élus de la nation, ces 27 organisations - dont la plupart avaient déclaré s'opposer au CETA - croient et font croire que l'Union européenne peut démocratiser ses politiques de commerce et d'investissement. Balivernes, mensonges, hypocrisie ou naïveté ?

Rappelons qu'en 2005, la plupart des signataires de ce texte s'étaient prononcés en faveur du NON au TCE qui l'avait largement emporté.

Les adhérents de ces 27 organisations et leurs sympathisants doivent regarder en face la réalité de la nature de l'Union européenne, terme qui ne figure même pas dans leur communiqué, pas plus que n'est mentionné le Traité de Lisbonne qui détermine pourtant la politique commerciale de l'Union européenne.

Le Pardem répond au communiqué des 27 et appelle les écologistes, les syndicalistes et tous ceux qui se réclament de l'altermondialisation à donner tort à leurs dirigeants en s'engageant dans une campagne nationale pour le non à la ratification du CETA par les parlementaires et en signant la pétition :

« Le CETA ne doit pas être ratifié par les parlementaires français » :

http://pardem.org/actualite/779-signez-la-petition-contre-la-ratification-du-ceta

Pour lire la réponse du Pardem et le texte des 27 :
http://pardem.org/le-parti/campagnes/ceta/785-sabotage-de-la-lutte-anti-ceta

Contact presse : 06 42 82 89 73

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire